

## **M. Mahmoud Daifallah HMOUD**

(Juge à dater du 27 mai 2025)

### **Expérience professionnelle**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (août 2021-mai 2025) ; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume hachémite de Jordanie à Cuba — non résident (avril 2023-mai 2025) ; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume hachémite de Jordanie en République dominicaine — non résident (avril 2023-mai 2025) ; membre de la Commission du droit international (2007-2022) : président de la 72e session (2021), président du comité de rédaction (2012), premier vice-président (2019), second vice-président (2008), président du groupe de travail sur le programme de travail à long terme (2017-2022) ; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume hachémite de Jordanie en République de Singapour — non résident (2018-2021) ; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume hachémite de Jordanie en République socialiste du Viet Nam — non résident (2020-2021) ; conseiller juridique et directeur du département juridique du ministère des affaires étrangères et des expatriés, Amman (Jordanie) (1999-2001, 2006-2009, 2013, 2016-2018) ; représentant permanent adjoint de haut niveau, mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2013-2015) ; chef adjoint de mission, ambassade de Jordanie aux États-Unis (2010-2013) ; conseiller juridique, commission jordanienne de l'énergie nucléaire (2007-2009) ; diplomate et conseiller juridique de la mission de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2001-2006) ; vice-président de la Sixième Commission (Commission des questions juridiques) à la 60e session de l'Assemblée générale des Nations Unies ; a été membre du groupe consultatif international consulté sur le Restatement of the Law Fourth, Foreign Relations of the United States (American Law Institute) ; conseiller juridique de la Jordanie durant les négociations de paix au Moyen-Orient ; membre du comité de suivi jordanien du partenariat euro-méditerranéen (processus de Barcelone).

### **Autres expériences professionnelles**

A négocié plusieurs traités et accords bilatéraux et multilatéraux pour le compte de la Jordanie, notamment des traités relatifs à la paix et à la sécurité, ainsi que des traités et accords relatifs à la coopération judiciaire, aux droits humains, à la lutte contre le terrorisme, à la délimitation des frontières, aux investissements, aux échanges commerciaux, au transport, à l'énergie et aux prêts internationaux ; lorsque la Jordanie était membre du Conseil de sécurité de l'ONU (2014-2015), a négocié plusieurs résolutions du Conseil relatives au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, aux sanctions et à la lutte contre le terrorisme ; a conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions juridiques portant sur divers aspects de la politique étrangère de la Jordanie ; a conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions liées à l'accession à l'Organisation mondiale du commerce, notamment des questions de propriété intellectuelle (accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce — ADPIC) ; a participé à l'élaboration et à la rédaction de plusieurs textes législatifs relatifs à l'économie en Jordanie, notamment ceux ayant trait à la protection de la propriété intellectuelle ; a conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions liées à l'accord d'association entre la Jordanie et l'Union européenne ; a conseillé le Gouvernement jordanien sur certaines questions en matière de privatisation ; a été le conseil juridique de la Jordanie dans les affaires portées devant la Cour internationale de Justice, notamment dans les affaires sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* (2004), sur la question de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo* (2010) et sur les *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* (2024) (requêtes pour avis consultatif) ; a été le conseil de la Jordanie dans le cadre de plaintes portées devant les tribunaux du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) ; a été le conseil juridique de la Jordanie dans l'affaire portée devant la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (2018).

Formation juridique : au sein des cabinets d'avocats Daifallah Hmoud et Moh'd abu Jbara, a achevé en juillet 1994 la formation requise pour être admis à l'Association du barreau de la Jordanie ; a fait un stage dans le domaine de la propriété intellectuelle au cabinet d'avocats Beveridge, Degrandi, Weilacher & Young (LLP), Washington D.C., en mai 1998 (cabinet repris ensuite par Clifford Chance).

### **Participation à des conférences (liste partielle)**

Représentant de la Jordanie à la Commission juridique pendant les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième, cinquante-neuvième, soixantième, soixante et unième et soixante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York ; représentant de la Jordanie aux huitième, neuvième et dixième sessions du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (2001 et 2002) ; représentant de la Jordanie aux sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008), New York et La Haye ; rapporteur du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'élaborer une convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de procréation, 2002, New York ; vice-président du Comité spécial de l'Assemblée générale des

Nations Unies sur la portée de la protection juridique offerte par la convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 2003-2004, sommet Moyen-Orient et Afrique du Sud, octobre 1995, Amman (Jordanie) ; conférence économique du Global Panel, décembre 1996, La Haye (Pays-Bas) ; conférences et séminaires de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ; président du symposium international sur la propriété intellectuelle et l'économie fondée sur le savoir, octobre 1999, Beijing (Chine) ; séminaire sur le droit international, juillet 2000, Genève (Suisse).

#### **Publications, travaux de recherche et conférences (liste partielle)**

« Organization of Economic Cooperation and Development (OECD) Law Making Policy », 1993 (disponible au National Law Center de l'Université George Washington) ; « Investissements étrangers dans le droit jordanien », 1994 (en arabe) (disponible à la bibliothèque du barreau de la Jordanie) ; « The Use of Force against Iraq », *Cornell International Law Journal*, vol. 36 (2004), p. 435 à 453 ; réunion des Nations Unies sur la question de la Palestine, 8 et 9 mars 2005, Genève, communication sur la portée de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les *Conséquences juridiques de l'édition d'un mur dans le territoire palestinien occupé* ; section de droit international de l'American Bar Association : conférencier-intervenant à la réunion du printemps 2005 à Washington ; Université d'été 2005 de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur les problèmes mondiaux auxquels l'Organisation des Nations Unies doit faire face, 6 au 10 juin 2005, Siège de l'ONU à New York : conférencier-intervenant sur les méthodes et techniques d'élaboration des normes de l'ONU et l'application de ces normes ; « Organization of the Islamic Conference », in G. Nesi (dir.), *International Cooperation in Counter-Terrorism, the United Nations and Regional Organizations in the Fight Against Terrorism*, U.K. : Ashgate Publishing Limited, p. 161 à 170 ; « Negotiating the Draft Comprehensive Convention on International Terrorism: Major Bones of Contention », *Journal of International Criminal Justice*, 2006, doi: 10.1093/jicj/mq1081 ; « Are the Principles Really Needed? The Potential of the Established Distinction between Responsibility for Attacks by Non-State Actors and the Law of Self-Defence », *The American Journal of International Law*, vol. 107, p. 576 ; « Sources of International Law », in Mario J. A. Oyarzabal (dir.), *International Law for Diplomats*, Brill, parution prévue en 2025 ; articles soumis au groupe d'étude de la Commission du droit international (CDI) sur la clause de la nation la plus favorisée (annexés aux rapports annuels de la CDI sur le sujet) ; a participé, à titre d'intervenant ou de président, à des groupes de discussion organisés sur diverses thématiques liées à la politique étrangère de la Jordanie, telles que le droit international, le droit humanitaire international, la propriété intellectuelle, les investissements étrangers, les affaires internationales et diplomatiques, l'utilisation de la force et la lutte contre le terrorisme, notamment à l'occasion de réunions tenues sous l'égide de la Banque mondiale, de la faculté de droit de l'Université de Columbia, de l'Université de Jordanie, de l'Université nationale de Singapour, de la faculté de droit de l'Université Georges Washington, de la faculté de droit de l'Université de Washington et des Universités d'Oxford et de Cambridge ; a participé, parfois à titre d'intervenant, à diverses manifestations organisées à l'ONU sur des questions liées au droit international, au multilatéralisme et aux activités de l'Organisation ; a été membre du groupe consultatif international du centre de droit international de l'Université nationale de Singapour ; conseiller juridique du bureau de S. A. R. le prince El-Hassan bin Talal, Amman (Jordanie) (1994-1999).

#### **Distinctions**

Médaille Istiklal (Indépendance) de la Jordanie, troisième ordre (2004) ; médaille Istiklal (Indépendance) de la Jordanie, premier ordre (2018).

#### **Formation**

Licence en droit, faculté de droit de l'Université d'Amman (Jordanie) (1992) ; master en droit, Université Georges Washington, National Law Center (faculté de droit) (1993) ; diplôme en droits de l'homme internationaux, Université de Lund, Institut Raoul Wallenberg, Lund (1996) ; master en droit, faculté de droit Franklin Pierce (désormais faculté de droit Franklin Pierce de l'Université du New Hampshire) (1998).

---